

Centre d'Etudes, de Documentation
et de Recherche Economiques et
Sociales

AVRIL 2011



ACTES DU COLLOQUE

Tome 2

Thème: « Quelle agriculture pour un développement durable de l'Afrique ? »
Ouagadougou, Burkina Faso - du 6 au 8 décembre 2010

TOME 2

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Dr Damien LANKOANDE

COMITE DE REDACTION

Pr Taladidia THIOMBIANO

Dr Karidia SANON

Dr Emile DIALLA

REALISATION

Dr Damien LANKOANDE

M. Issiaka SOMBIE

- **Thématique 2 : les politiques de recherche dans l'agriculture**
- **Thématique 3 : financement de l'agriculture**
- **Thématique 4 : politiques agricoles et marches**

www.cedres.bf



THEMATIQUE 2 : LES POLITIQUES DE RECHERCHE DANS L'AGRICULTURE

Entre désertification et développement : Le cas du Bam au Burkina Faso	
<i>NANA Patiende Pascal</i>	252-268
Adoptable technique(s) for managing ghanaiian saline soils	
<i>ASAMOAH Akwasi, ANTWI-BOASIAKO C., FRIMPONG-MENSAH K. & SOMA D.M.</i>	269-274
Contrôle biologique de <i>heliocheilus albipunctella</i> de joannis par les lachers du parasitoïde <i>habrobracon hebetor</i> say au nord du Burkina	
<i>BAMBA Hubert Eloi S. A, BA N. M., SANON A., DABIRE L.C.B.</i>	275-286
Biocarburant au nord, famine au sud : Un paradoxe du développement durable en Afrique ?	
<i>BOUHDIBA Sofiane</i>	287-293
La recherche cotonnière face aux évolutions de la filière cotonnière au Cameroun	
<i>FOLEFACK Denis Pompidou, ENAM Jean & KLASSOU Célestin</i>	294-303
Innovation, gap technologique et efficacité technique : Le cas de la riziculture en Côte d'Ivoire	
<i>BEKE Tite Ehuitché</i>	304-315
The African resurgence – drivers, opportunities and challenges for agricultural research	
<i>MATLON Peter J</i>	316-335

THEMATIQUE 3 : FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE

Régime et contribution du microcrédit à la productivité du travail agricole dans l'UEMOA : Cas du Benin	
<i>BABATOUNDE Alain Latoundji</i>	336-354
Financement de l'agriculture en zone UEMOA : Quelles contributions de la microfinance? Contraintes et perspectives d'amélioration	
<i>SORO Gnoudanfoly Amadou</i>	355-369
Financement de l'agriculture et croissance agricole cas du Burkina Faso	
<i>BAKO Dramane</i>	370-381
Problématique du financement de la recherche agricole face aux défis du développement agricole durable en Afrique	
<i>BIKIENGA Issa Martin</i>	382-392
Expérience du Réseau des Caisses Populaires du Burkina (RCPB) dans le financement agricole au Burkina Faso	
<i>SAWADOGO Daouda</i>	393-395

THEMATIQUE 4 : POLITIQUES AGRICOLES ET MARCHES

L'industrie agroalimentaire sénégalaise : Poids dans l'économie nationale et position extérieure de ses filières.	
<i>FALL François-Seck, DIAW Diadié & THIAM Ibrahima</i>	396-407
Politiques publiques et lutte contre la pauvreté: Le cas du Plateau Central au Burkina Faso	
<i>SANFO Safiétou & GÉRARD Françoise</i>	408-423
Démythifier l'agriculture sous contrat : Le cas de l'Afrique du Sud	
<i>FREGUIN-GRESH Sandrine, D'HAESE Marijke et ANSEEUW Ward</i>	424-441
Inégalités du revenu des ménages agricoles au Burkina Faso : une étude par la décomposition de l'indice de Gini	
<i>OUEDRAOGO Souleymane, KABORE Moussa, KOURSANGAMA Adama & OUEDRAOGO Souleymane</i>	442-456
Taiwan assisted rice production in Western Africa with special regards to the sustainable rice production in Burkina Faso	
<i>Te-Chen Kao & Rice C.H. Liu</i>	457-467
Déclin du coton et définition de nouvelles stratégies agricoles d'adaptation à l'extrême-nord Cameroun	
<i>WATANG ZIEBA Félix</i>	468-479
Le rôle des importations dans la consommation alimentaire au Cameroun	
<i>AWONO Cyprien & HAVARD Michel</i>	480-491
Caractériser les filières burkinabè pour insérer l'agriculture aux marchés	
<i>DABAT Marie-Hélène, PALE Rémy, BAAS Wilma, LANÇON Frédéric</i>	492-507
Renforcement des capacités d'accès aux marchés et commercialisation des produits de l'élevage pastoral : Expériences de la SNV en Afrique de l'ouest et du centre	
<i>YIMGA TATCHI Raphael</i>	508-524

CARACTERISER LES FILIERES BURKINABE POUR INSERER L'AGRICULTURE AUX MARCHES

DABAT Marie-Hélène¹, PALE Rémy², BAAS Wilma³, LANÇON Frédéric⁴

¹CIRAD, UPR Politiques et marchés, Ouagadougou, Burkina Faso ; dabat@cirad.fr

²DGPER-MAHRH, Ouagadougou , Burkina Faso

³PADABII, Ouagadougou , Burkina Faso

⁴CIRAD, UPR Politiques et marchés, Montpellier, France

I. INTRODUCTION

L'insertion de l'agriculture aux marchés a été reconnue récemment comme une véritable question de développement (Sturgeon, 2001 ; Iram 2004, Dorward et al., 2008 ; Temple et al., 2009, Inter-Réseaux 2009). La valorisation marchande des produits agricoles est désormais considérée comme un enjeu stratégique pour le développement rural, comme l'a mis en exergue le rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde en 2008.

Au Burkina Faso, la vision stratégique de l'Etat est de réduire le taux de pauvreté à 30% en 2015 et d'atteindre une croissance annuelle du PIB de 5%. Le secteur agricole "au sens large" (production agro-sylvo-pastorale et halieutique), qui représente 40% du PIB et concerne 80% de la population, est au cœur de cette stratégie. Ainsi les options du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) et de la Stratégie de Développement Rural (SDR) visent à (i) susciter une croissance à base large incluant l'agriculture de subsistance ; (ii) amener les agriculteurs vers des productions destinées aux marchés et à l'exportation ; (iii) prioriser la sécurisation et/ou l'accroissement de la productivité agricole. Dans ces documents de politiques, l'Etat met clairement en avant l'objectif de diversification des filières de production. Les difficultés d'intégration des producteurs au marché pour les filières traditionnelles (taux d'intégration proche de 10% pour le sorgho et le mil et de 15% pour le maïs) et le retrait du coton comme filière de rente, lié à la baisse du prix du produit sur le marché international, incitent au développement d'autres sources de revenus pour les populations rurales.

Plusieurs projets et programmes appuient cet objectif de diversification de la production en soutenant le développement des filières créatrices de revenus. Ils se positionnent sur le créneau de la réduction durable de la pauvreté par l'organisation et la dynamisation des filières, le développement du potentiel productif, l'amélioration à la fois de la sécurité alimentaire et de la compétitivité de l'agriculture et des secteurs liés. Ils mobilisent l'approche filière ou « chaîne de valeurs » comme outil global et intégré d'analyse avec des méthodes partenariales et participatives. Ils soutiennent l'élaboration de plans d'actions ou de plans de développement des filières. Ils renforcent les capacités des acteurs publics et privés, des organisations professionnelles et des interprofessions ou tables filières. Enfin, ils interviennent sur l'environnement des filières (micro-finance, suivi des marchés...). Parmi eux, le Programme d'Appui au Développement de l'Agriculture du Burkina Faso (PADAB II, 2006-2012), mis en œuvre par la coopération danoise, fournit le cadre de notre analyse.

A travers un exercice de caractérisation de plusieurs filières appuyées par le PADAB II, cette communication montre que la structure des filières, la configuration des marchés, les dynamiques amont et aval dans les filières et les modes de coordination entre les acteurs, révèlent des potentiels différents d'insertion des agricultures aux marchés. D'abord la communication caractérise les filières concernées du point de vue de leur structure, de leur performance et de leur dynamique. Ensuite, elle montre comment le potentiel en matière de marché peut tirer le développement de ces filières à condition de lever un certain nombre de contraintes propres à chacune d'elles. Enfin, elle s'interroge sur la pertinence de l'approche filière comme outil de développement local.

II. Contexte

Les activités du PADAB II s'appuient sur l'approche programme : cohésion avec les politiques et orientations agricoles nationales ; intégration dans les programmations budgétaires, les circuits financiers et les procédures publiques ; maîtrise d'ouvrage par les structures de l'Etat dans le respect des principes de recentrage de son rôle. La composante Développement rural décentralisé du programme¹ vise à « créer les conditions favorables pour un accroissement des revenus des producteurs et des opérateurs régionaux en amont et en aval de la production agro-sylvo-pastorale et halieutique sur les bases d'un développement des filières porteuses, d'une amélioration durable des systèmes de production et d'un renforcement de la capacité des acteurs, privés comme publics ».

Au sein de cette composante, « l'approche filière » fait l'objet d'une réflexion continue avec les parties prenantes. Dans chaque région couverte par le programme, un processus de concertation a été mis en place entre les services déconcentrés de l'Etat (DRAHRH, DRRA, DRECV, DRED, DRPF) et le secteur privé organisé en noyaux filières regroupant la Chambre Régionale d'Agriculture et des représentants des différents agents des principales filières : producteurs agricoles, éleveurs, cueilleurs, transformateurs, commerçants... Des ateliers ont permis aussi à d'autres acteurs locaux de participer à ce processus, comme la station de l'INERA de Fada N'Gourma, des associations et ONG, des projets de développement. Les échanges ont porté sur les contraintes et le potentiel des filières ainsi que sur le choix de filières prioritaires pour chaque région. Ces filières sont privilégiées pour l'élaboration de plans d'action ; le financement d'investissements structurants et de microprojets visant une meilleure expression de leur potentiel par le biais du développement de leurs marchés.

Les filières retenues ne sont pas vivrières et traditionnelles (telles que le mil, le sorgho et le maïs, piliers de l'agriculture burkinabé et dont une partie importante de la production est autoconsommée) mais des filières considérées *à priori* par les acteurs locaux comme à fort potentiel de marchés et susceptibles de procurer des revenus (Table1). On compte une seule filière agricole (le niébé), plusieurs filières de cueillette dont les performances reposent sur une bonne gestion des ressources

¹ Les deux autres composantes concernent l'Appui institutionnel et l'Appui au secteur de la microfinance.

naturelles (poisson de capture, karité, gomme arabique, bois-énergie) et des filières d'élevage extensif avec une forte dépendance au milieu naturel (bétail-viande, poisson élevé, dans une moindre mesure volaille).

Table 1. Les filières prioritaires dans les régions du PADAB II

Régions / Secteurs	Ressources halieutiques	Agriculture	Elevage	Environnement
Est	Poisson (1)	Niébé	Bétail/Viande (2)	Karité
Centre Est	Poisson	Niébé	Aviculture (3)	Bois/énergie (4)
Sahel	Poisson	Niébé	Bétail/Viande	Gomme Arabique

(1) Pêche de capture et aquaculture

(2) Gros ruminants – hors petits ruminants

(3) Poules et pintades - hors œufs et poulets de chair

(4) Bois de feu et charbon de bois

Ce travail ne prétend pas à la représentativité nationale puisque, mise à part la filière gomme arabique² et à moindre degré la filière bétail viande³, les productions sur lesquelles l'analyse a porté pèsent peu dans les productions nationales : 25% pour le poisson, 15-20% pour le niébé, 8-10% pour le bois-énergie, 8-9% pour le karité et 6-8% pour la volaille. Mais l'approche pourrait être généralisée.

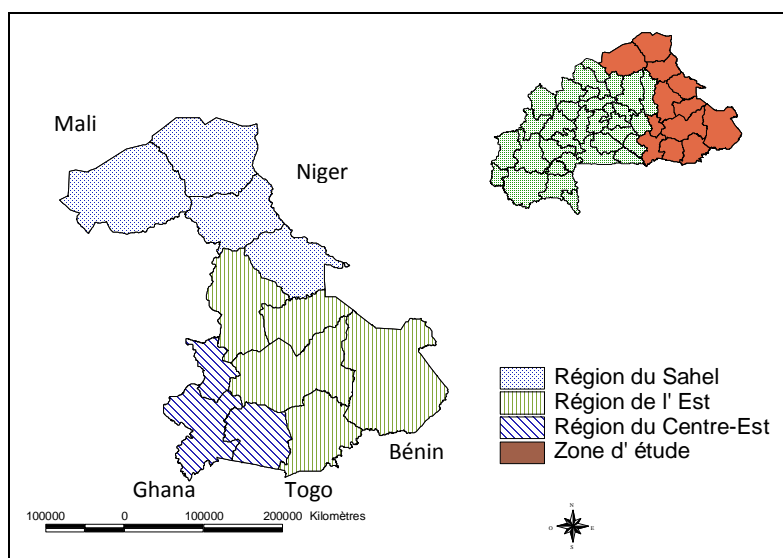
Les trois régions d'intervention (Table 2) comptent environ 1 million d'habitants chacune pour des superficies variant du simple (Centre Est) au triple (Est). La population rurale est fortement majoritaire puisque les chefs-lieux regroupent chacun moins de 4% de la population régionale. L'incidence de la pauvreté calculée par l'INSD⁴, varie de 37,2% dans le Sahel, une des régions les moins pauvres du pays selon cet indicateur, à 55,1% dans le Centre-Est. La distance aux marchés physiques et le faible développement du réseau routier défavorisent le Sahel par rapport aux autres régions. Les trois régions sont frontalières à plusieurs pays (Figure 1), avec une position beaucoup plus enclavée du Sahel car le Centre-Est et l'Est se situent sur des axes d'échanges ouest-africains.

Table 2. Quelques caractéristiques des régions du PADAB II

Indicateurs	Centre-Est	Est	Sahel
Superficie (km ²)	14.710	46.694	36.142
Population 2006 (h)	1.132.016 (8,1%)	1.212.284 (8,6%)	968.442 (6,9%)
Principale ville 2006 (h)	Tenkodogo 44.491	Fada N'G 41.785	Dori 21.078
Incidence pauvreté 2003	55,1% (6/13)	40,9% (8/13)	37,2% (10/13)
Accès marché < 30 mn (2007)	44% (7/13)	56,2% (5/13)	22,1% (13/13)
Réseau routier bitumé 2007 (km)	237	412	62

Source : INSD – () classement de la région parmi les 13 régions du pays

Figure 1. Régions d'intervention du PADAB II au Burkina Faso



² Le Sahel compte 66% des peuplements nationaux de gomme arabique et entre 10 et 40% selon les années des exportations.

³ Le Sahel est la première région productrice de bétail viande, l'Est la deuxième ; les deux régions représentent 32% de la production nationale

⁴ Rapport entre le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté évalué à 82.672 FCFA en 2003 et la population totale.

L'approche du programme a consisté dans une première phase à étudier ces filières pour identifier les potentialités et principaux goulots d'étranglement relatifs à la liaison production/marché. Il s'est agi d'argumenter par une analyse économique les propositions d'appui en lien avec les politiques/stratégies et plans d'actions de niveau national/régional. Une deuxième phase a permis d'analyser la faisabilité et la mise en œuvre d'actions pilotes visant à lever les goulots d'étranglement identifiés au niveau de ces filières pour une meilleure insertion des producteurs sur les marchés.

III. Méthodologie

D'un point de vue opérationnel, la filière est appréhendée comme un système centré sur la production d'un bien ou d'un service reposant sur une séquence d'opérations ou de fonctions techniques interdépendantes nécessitant la coordination de plusieurs acteurs (Fabre et al., 1997). Le choix méthodologique de l'analyse de filière repose sur l'hypothèse centrale que l'amélioration durable des conditions de production et des revenus dans les zones d'intervention, est déterminée par les conditions dans lesquelles les activités de production/ commercialisation/ transformation sont articulées au reste de l'économie en réponse à une demande c'est-à-dire à un marché.

L'analyse des filières permet de comprendre et de mesurer la séquence d'opérations conduites par des agents économiques de la production primaire à l'utilisation finale et d'identifier les points de la séquence où des contraintes particulières limitent les capacités des agents à tirer le maximum de revenus de leurs activités et freinent ainsi la création de valeur économique. Ces points de blocages sont appelés « goulots d'étranglement » par analogie à plusieurs terminologies⁵. Le programme propose de soutenir des actions pilotes pour lever les contraintes identifiées et dont la mise en œuvre permettra d'évaluer la viabilité (technique, financière et organisationnelle) des solutions envisagées. Ainsi, l'analyse de filière permet de (i) caractériser le cadre dans lequel les actions pilotes s'inscrivent afin d'évaluer *ex ante* leur viabilité pour argumenter leur proposition et (ii) de construire une base d'informations à actualiser pour suivre et évaluer *in cursus* et *ex post* les effets des actions et alimenter la réflexion des partenaires sur les orientations et priorités du programme (acteurs des filières, instances de décision publique locales et nationales et partenaires du développement).

Le travail a utilisé deux approches complémentaires et simultanées pour faire le diagnostic de ces filières : une approche quantitative et une approche qualitative. L'approche quantitative a consisté à construire les flux physiques et géographiques des produits et créer du référentiel technico-économique à partir d'une analyse financière des filières: aptitude des filières à créer des revenus, répartition des revenus entre agents, poids de la filière selon les indicateurs de valeur ajoutée et d'emplois. La décomposition des coûts et des revenus par opération de la filière s'est faite non pas sur la base d'enquêtes mais à partir de l'expertise et des connaissances des membres des noyaux filières dans les régions. L'approche qualitative a permis d'appréhender de façon plus ou moins détaillée selon les filières en fonction de l'information disponible: la configuration et le potentiel des marchés, l'organisation et la coordination des acteurs, l'environnement institutionnel des filières, l'intervention de l'Etat... Le diagnostic a porté enfin sur les contraintes des filières vues par les acteurs. L'information a été recueillie dans la littérature grise et par entretien avec les personnes-ressources.

Dans ce travail, nous avons une interprétation restrictive du terme d'« action pilote » de façon à ce que les actions proposées aient une bonne portée économique. Les actions sélectionnées sont considérées comme des tests à petite échelle ou des démonstrations de bonnes pratiques. Elles ont une finalité économique directe selon l'idée de desserrer les goulots d'étranglement qui entravent le potentiel de développement de la filière (accroître la valeur d'un produit, réduire les coûts de production, limiter les pertes, augmenter les ventes...). Ces actions démonstratives à petite échelle peuvent donner aux acteurs une vision concrète des actions réalisables dans leur secteur et des résultats à en attendre. Elles seront seulement évoquées dans cette communication qui se centre sur la caractérisation des filières.

IV. Structure et performance des filières

4.1. Agents et produits dans les filières

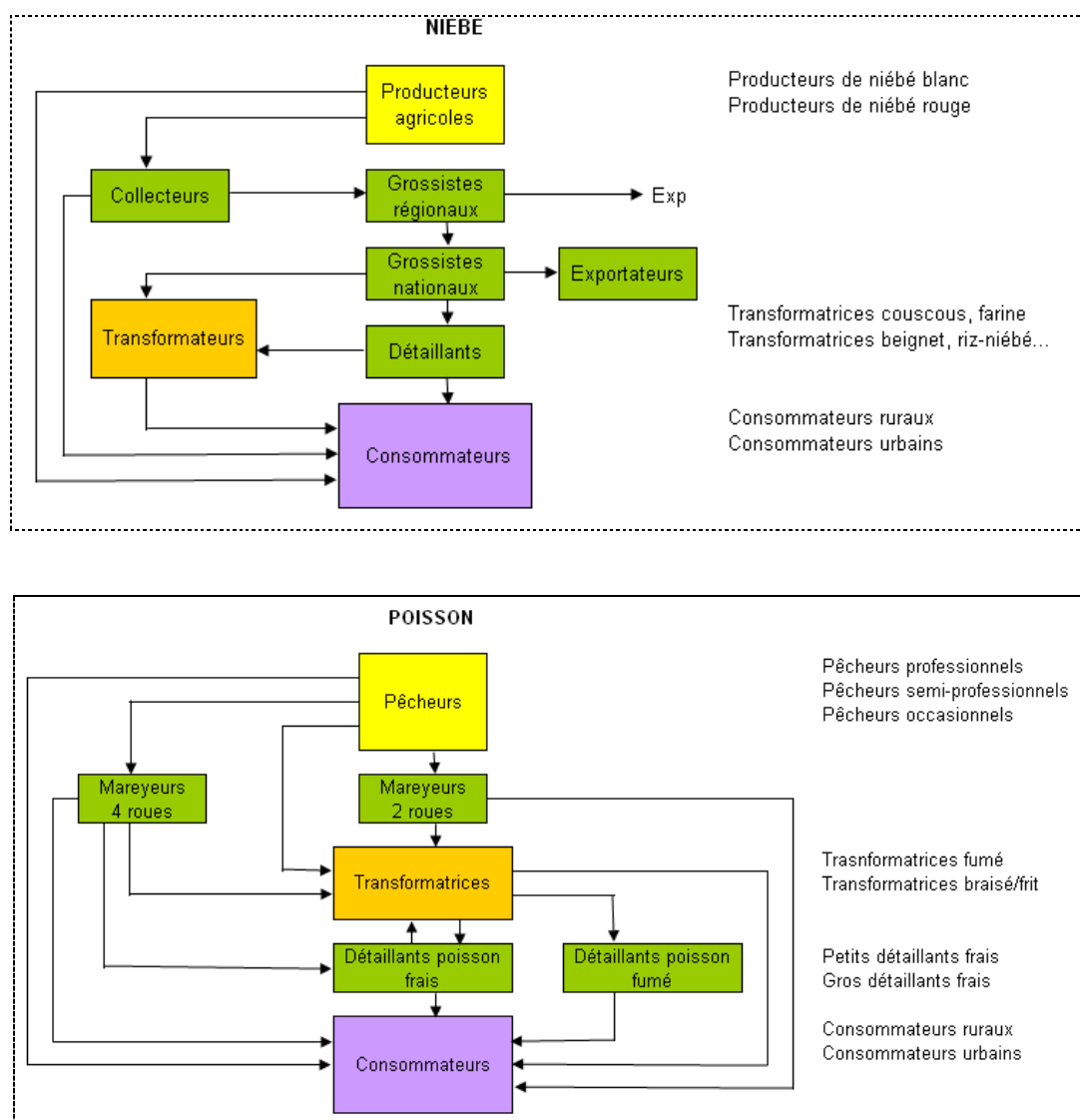
Le graphe des flux permet d'identifier les agents et la circulation des produits entre ceux-ci au sein des filières étudiées, point de départ de l'analyse des goulots d'étranglement. Généralement, les filières sont constituées d'agents de la production primaire, de la transformation, de la commercialisation et de la consommation (Figure 2), que l'on peut ventiler à chaque niveau.

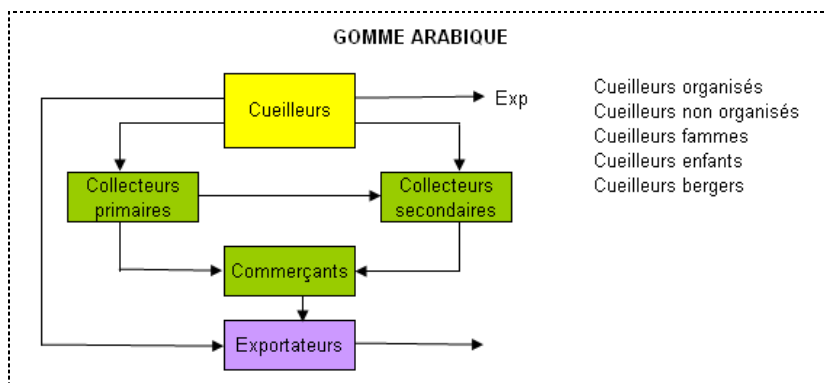
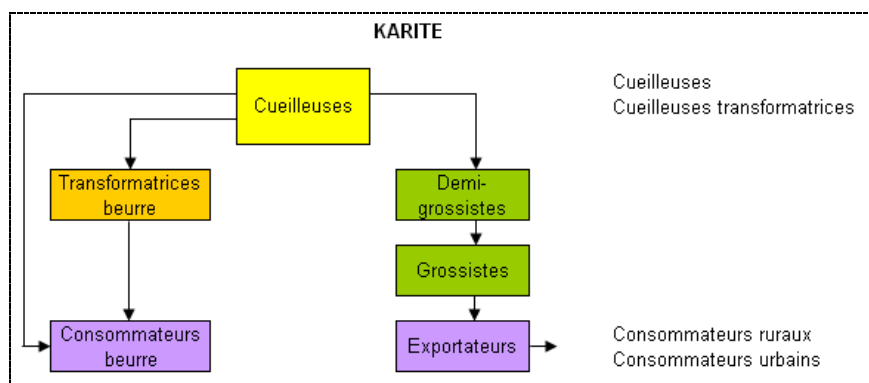
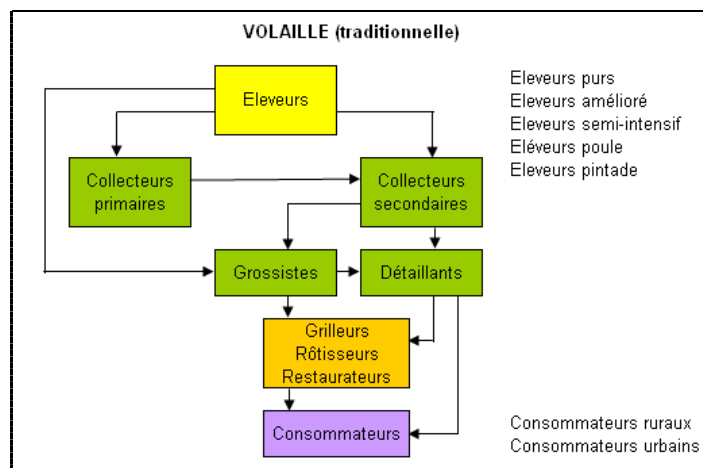
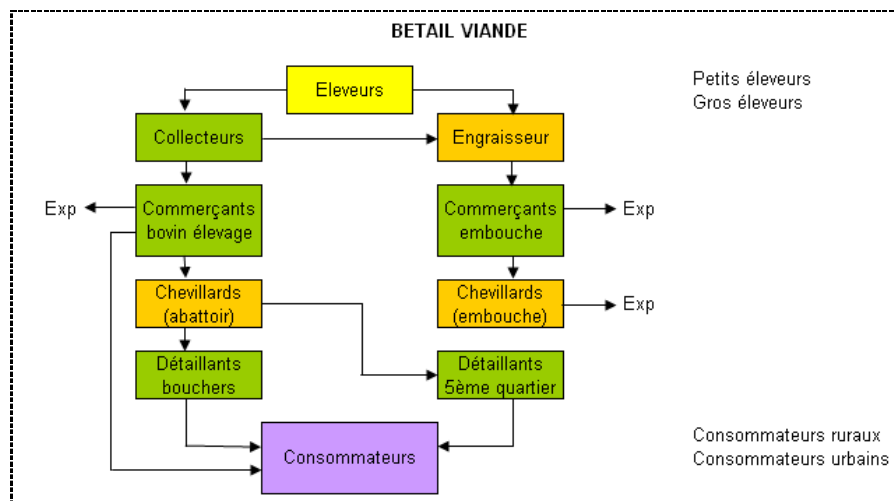
⁵ Dans le sens général, un goulot d'étranglement est un point étroit qui provoque un engorgement. Dans l'industrie, il est le point d'un processus responsable de la limitation de la capacité de production. En économie, il est le stade ou secteur d'un processus économique dont l'inadaptation suffit à ralentir le rythme de l'ensemble de l'activité économique, à l'échelle de l'entreprise ou de la nation, et peut même la paralyser (insuffisance de main-d'œuvre qualifiée, approvisionnement en énergie...). Il est important que les politiques qui visent à réguler et à harmoniser la croissance prêtent attention à l'apparition de ces goulots et proposent des mesures propres à les éliminer.

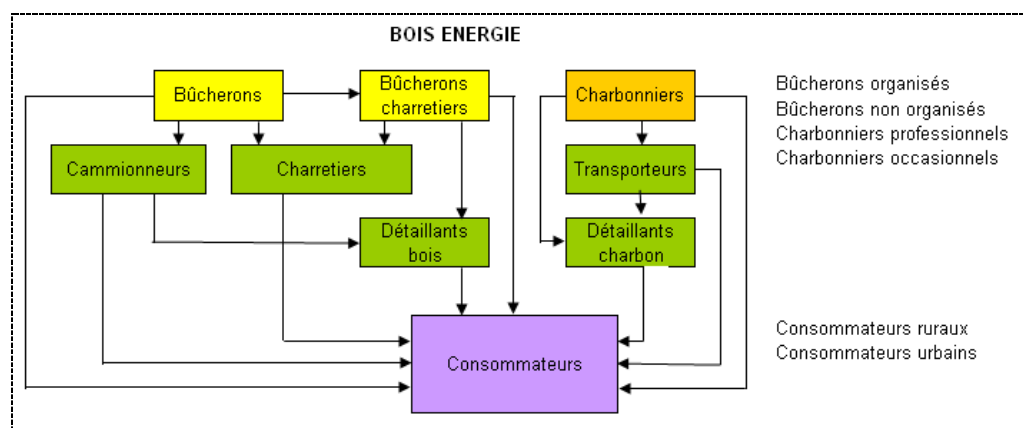
Ces filières se différencient de plusieurs façons : (i) Certains produits atteignent sans transformation même minimale l'utilisateur final domestique (grains de niébé, poisson frais, bétail, volaille vive) ou extérieur (grains de niébé, bétail, gomme arabique) tandis que d'autres font l'objet d'une valorisation économique (produits traditionnels à partir de niébé, poisson fumé/frit/braisé, volaille grillée/rôtie, amandes et beurre de karité, charbon...) ; (ii) La transformation du produit peut être plus ou moins élaborée (beurre et produits cosmétiques à partir de karité à l'opposé du charbon) ; (iii) La transformation du produit peut avoir lieu surtout en milieu rural (cas du beurre de karité ou du charbon) ou en milieu urbain (cas des produits à base de niébé ou de la volaille grillée ou rôtie) selon qu'elle a lieu près du producteur ou du consommateur ; (iv) La transformation peut avoir pour objectif l'ajout de valeur au produit (poisson frit/braisé, embouche, volaille grillée/rôtie, amandes et beurre de karité) ou sa facilité d'utilisation (produits traditionnels à partir de niébé, charbon) ou sa conservation (poisson fumé/frit) ; (v) Le niveau de concentration/atomisation géographique de la production et la localisation des marchés (importance notamment des marchés urbains) est variable selon les filières ; (vi) La taille et la diversité des intermédiaires sont également variables selon les filières ; (vii) La structure de certaines filières à l'exportation peut être très pyramidale avec un grand nombre de producteurs primaires et un petit nombre d'exportateurs (karité, gomme arabique) contrairement à d'autres filières (niébé, bétail viande qui exporte même à plusieurs niveaux de la filière) ;

Ces caractéristiques de structures propres aux filières déterminent la création et la distribution de revenus au niveau des territoires (zones de production, zones de commercialisation, zones de consommation) et des acteurs (producteurs, transformateurs, agents de la commercialisation).

Figure 2. Graphes simplifiés des filières







Source : étude GEAP / Padab II

4.2. La valeur ajoutée créée

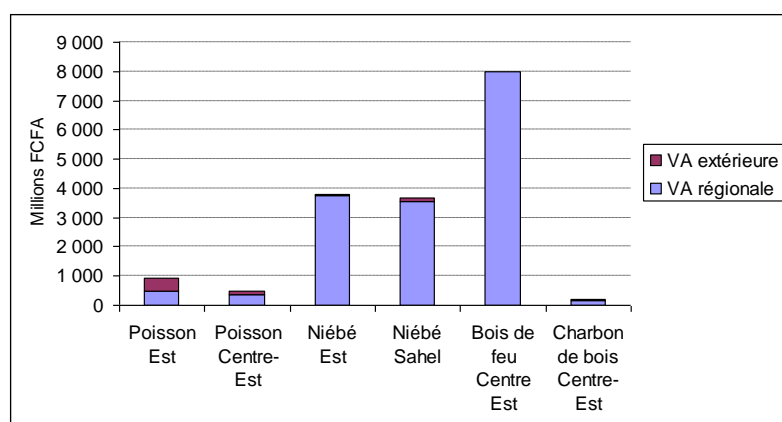
La contribution des filières à la croissance économique et à l'amélioration des revenus dans le secteur rural fait partie des objectifs des politiques agricoles développées dans la SDR et le CSLP. La mesure de la valeur ajoutée par ces filières permet de connaître leur poids économique et leur capacité à peser sur les économies régionales (Table 3). Les filières bois de feu et niébé arrivent en tête pour la création de revenus, suivies par les filières poisson et charbon. La sous-filière charbon de bois en région Centre-Est crée plus de revenus que l'ensemble des filières karité à l'Est et gomme arabique au Sahel. Les comptes des filières animales n'ont pas encore été consolidés. La création de richesses par les sous-filières étudiées ne se réalise pas en totalité dans les régions de production (Figure 3).

Table3. La valeur ajoutée annuelle générée par plusieurs filières régionales

FCFA	Centre-Est	Est	Sahel
Niébé	4401 millions (23.000 t) 338.538 FCFA par t	3774 millions (24.000 t) 156.993 FCFA par t	3664 millions (13.000t) 281.830 FCFA par t
Poisson	504 millions FCFA (800 t) 630.000 FCFA par t	914 millions FCFA (1500 t) 603.000 FCFA par t	147 millions FCFA (350 t) 419.000 FCFA par t
Karité		90 millions FCFA	
Gomme arabique			15 millions FCFA
Bois-énergie	Bois de feu 7996 millions Charbon 186 millions		

Source : Etude GEAP/Padab II

Figure 3. Niveaux et parts régionale et extra-régionale de la valeur ajoutée créée par les filières



Source : Etude GEAP / PADAB II

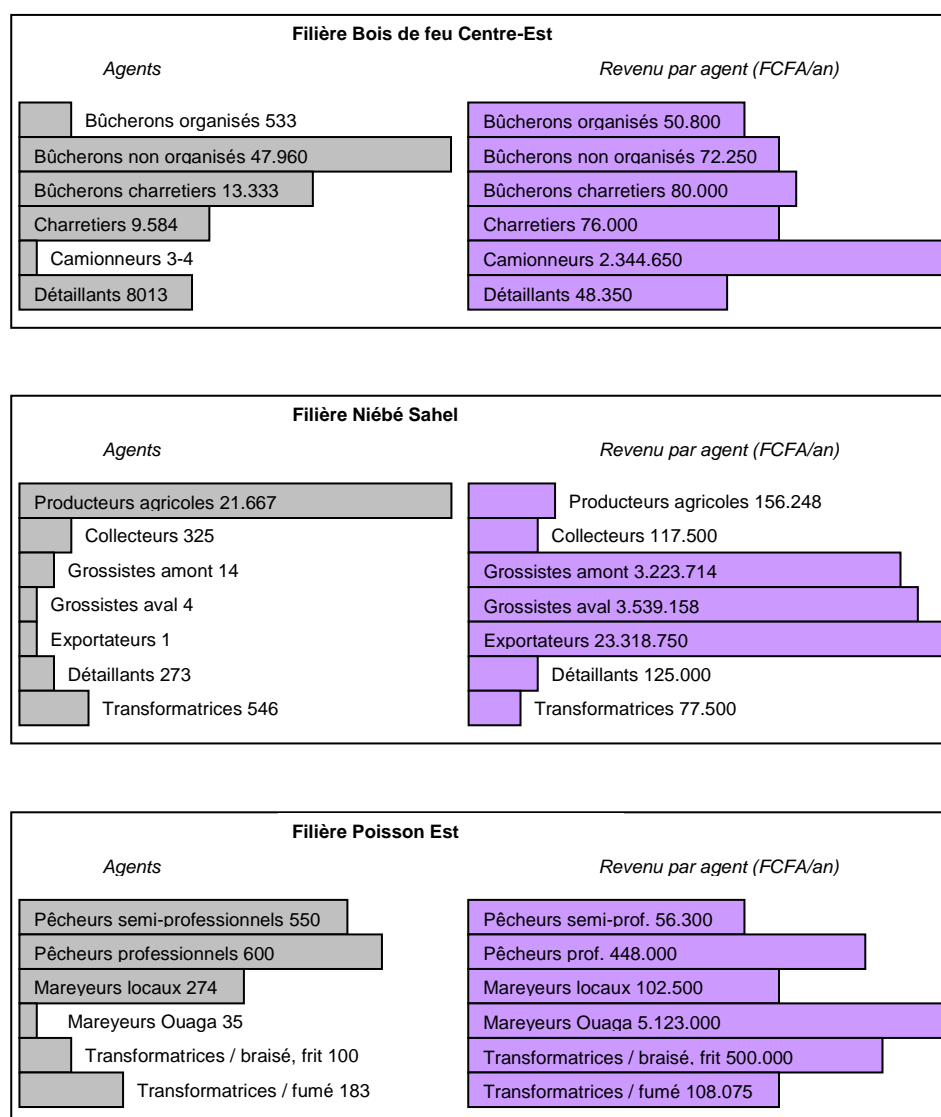
Les revenus des grossistes aval des filières poisson et niébé et des exportateurs des filières karité et gomme arabique ne font pas partie de la valeur ajoutée distribuée localement). Ils constituent d'une certaine façon « une fuite » pour l'économie régionale. Mais c'est bien l'activité de ces commerçants, permettant l'accès aux marchés nationaux et extérieurs, qui est à l'origine de la création de revenus en région où la ressource primaire est exploitée.

4.3. La structure des revenus

La répartition du nombre d'agents et la structure des revenus individuels aux différents stades de la filière montrent des profils de filières différents (Figure 4) indiquant parfois des situations de rente à l'avantage de certains acteurs (karité et gomme arabique, non représentées ici).

L'analyse exhaustive des revenus individuels montre que leurs niveaux diffèrent selon les agents, les filières et les régions. Plusieurs catégories d'agents ont des revenus assez faibles : petits vendeurs de bois de feu, pêcheurs semi-professionnels, transformatrices de niébé, charretiers... Cependant, il faudrait croiser ces résultats avec la part que représente la filière dans le système d'activités de ces agents ou dans la répartition annuelle de leur temps de travail pour apprécier leur intérêt à pratiquer telle ou telle activité ou la précarité de leur situation. Par exemple, les bouchers de la filière bétail-viande ont des revenus faibles (entre 12 et 22.000 FCFA par an) et du fait qu'ils diversifient peu leurs sources de revenus, ceci justifie des mesures d'appui susceptibles d'améliorer la rentabilité de leur activité principale (par exemple vulgarisation de techniques plus efficaces de découpe de viande).

Figure 4. Exemples de profil des filières en fonction du nombre d'agents et des revenus individuels



Dans la sous-filière bois de feu au Centre-Est, les revenus individuels sont globalement bas (moins de 100.000 FCFA par an), en particulier pour les bûcherons salariés et les détaillants. Ce n'est pas le cas des camionneurs, peu nombreux mais indispensables pour distribuer de grandes quantités de bois de feu en milieu urbain, principale source d'énergie au Burkina Faso.

Le niébé étant une culture vivrière qui approvisionne les populations locales mais aussi les régions déficitaires et l'extérieur, la production est regroupée puis dégroupée par une diversité d'acteurs de la commercialisation avec des ancrages territoriaux différents qui jouent chacun leur rôle. Les grossistes mais surtout les exportateurs captent des revenus individuels beaucoup plus importants que les transformatrices.

Dans la filière poisson à l'Est, les revenus individuels sont très inégaux et dominés par les mareyeurs extra-régionaux.

Source : étude GEAP / Padab II

V. Formes d'intégration aux marchés

Le marché est un concept multiforme. Il peut être vu comme un objet ou comme un processus. En tant qu'objet, il peut faire référence à une échelle spatiale, à un lieu, à une demande ou à une offre et une demande. Le concept de marché peut aussi être utilisé dans le sens de processus de coordination entre projets d'individus ou de mécanisme d'optimisation pour l'allocation de ressources limitées par la détermination d'un prix. Ici, nous considérons le marché comme un espace (marchés

internationaux, marchés domestiques, importations...) et une demande solvable pour une diversité de produits proposés par les filières étudiées et offrant des opportunités de revenus.

5.1. Echelle spatiale des marchés

Les différents types de marchés actuels ou potentiels ont été étudiés afin d'orienter le choix des actions de soutien aux filières. Une distinction a été faite entre, d'une part, le marché local et le marché intra-régional, qui correspondent à un « transfert interne à la région » ; et les dynamiques extra-régionales du marché national et du marché sous-régional⁶ voire du marché international, qui correspondent à un « enrichissement net » de la région. On distingue des filières aux débouchés essentiellement nationaux (poisson, bois-énergie, à un moindre degré volaille), des filières essentiellement axées sur l'exportation (gomme arabique) et des filières qui visent à la fois le marché national et le marché export (niébé, bétail-viande, karité) (Table 4).

Table 4. Synthèse des marchés actuels

	Marché local	Marché régional	Marchés national (autres régions)	Marché sous-régional (Afrique de l'Ouest)	Marché international
Niébé	XXX	XXX	XXX	XXX	
Poisson	XXX	XXX	XXX	X	
Bétail-viande	XXX	XXX	XXX	XXX	
Volaille	XXX	XXX	XX	XX	
Karité	XXX	XX	X		XXX
Gomme arabique					XXX
Bois-énergie	XXX	XXX	XX	X	

Source : Etude GEAP XXX flux importants ou en croissance / XX flux intermédiaires / X flux peu développés

5.2. Diversité des produits

L'intégration aux marchés dans les filières agro-sylvo pastorales peut se faire via les différents produits cibles, mais aussi les produits-joints ou sous-produits (fanés pour la filière niébé, cuir et peau pour la filière bétail viande), les produits transformés qui peuvent techniquement et économiquement faire l'objet d'une offre et d'une demande, les déchets valorisables (coques d'amandes et boues de barattage pour la filière karité). Les marchés des produits cibles peuvent être eux-mêmes segmentés en plusieurs sous-marchés satisfaisant des demandes différenciées pour des produits de natures ou de qualités différentes et obéissant à des systèmes de prix différents (grain blanc et grain rouge ou gros grain et petit grain pour la filière niébé, tilapia de barrage et poisson bas de gamme importé pour la filière poisson, vaches de réforme et taurillons pour la filière bétail viande, poulet et pintade pour la filière volaille, gomme dure et gomme friable pour la filière gomme arabique...). La performance des filières peut être due au fait que leurs produits s'adressent à plusieurs marchés (grains et fanés pour la filière niébé ; amande et beurre pour la filière karité, bois de feu et charbon pour la filière bois énergie...) ou entrent dans plusieurs processus de transformation (savon et cosmétique pour la filière karité, confiserie et produits pharmaceutiques pour la filière gomme ; différents types de produits traditionnels pour la filière niébé ; différentes préparations pour les filières poisson et volaille...).

VI. Potentiel des filières et actions d'appui

Les filières peuvent être caractérisées sur le plan de leurs dynamiques et de leurs modes de coordination et de régulation. La prise en compte de ces nouveaux éléments permet d'ajuster les stratégies et les appuis pour accompagner l'intégration des agricultures aux marchés. Nous proposons ici une analyse synthétique des filières soutenues basée sur les paramètres suivants (Table 5) : dynamique amont (contrainte sur l'expansion de la production primaire, disponibilité de la ressource...) ; dynamique aval (évolution de la demande, segmentation du marché...) ; mode de coordination et de régulation (dépendance à certains agents, jeu du marché / concurrence, régulation publique, organisation professionnelle / interprofessionnelle...) ; principaux goulots d'étranglement à une meilleure insertion sur les marchés ; actions proposées pour desserrer de façon tangible les contraintes qui limitent la capacité de production des agents. Les actions retenues répondent à plusieurs logiques : une meilleure valorisation du produit (amélioration de la qualité, nouveau procédé de transformation, réduction des pertes, réduction des coûts...) ; l'élargissement du marché (nouveaux débouchés ou créneaux de marchés) ; la modification de la répartition des revenus (renforcement de la concurrence, rééquilibrage des asymétries, réduction des positions de rente ...) ; enfin l'amélioration de l'offre primaire (gestion des ressources naturelles, intensification ...).

⁶ Ici le terme « régional » est pris dans le sens infra-national « région » Afrique de l'Ouest.

Filière niébé

Dynamique amont (ressource)	Dynamique aval (marché)	Coordination/ régulation	Goulots d'étranglement	Actions
Culture associée dominante (faible rendement)	Capacité d'absorption du marché rural limitée	Concurrence prévaut dans l'ensemble de la filière	Problème de conservation et de stockage	Diffusion sacs à triple fonds et appui financier au stockage
Processus d'intensification en cours par la sélection et l'amélioration des semences	Perspectives sur marchés urbains dans régions peuplées (produits dérivés)	Pas de position dominante	Difficulté d'accès au financement pour l'exportation	Diffusion de variétés à gros grains blancs
Forte augmentation de la production	Marché de niche régional pour le niébé rouge	Concurrence des commerçants sous-régionaux sur le marché national		Elaboration de produits transformés conservables
Prix incitatifs	Demande sous-régionale en forte expansion pour le gros grain blanc (villes côtières)			

Les débouchés du niébé sont importants dans les villes du Burkina Faso et surtout dans celles des pays côtiers africains. La filière a déjà tiré partie de l'accroissement de ces débouchés puisque la production a beaucoup augmenté ces dernières années⁷ mais elle est actuellement confrontée à deux problèmes majeurs qui bloquent son évolution: les difficultés de l'offre à s'ajuster à la demande entraînant la variabilité des prix et l'instabilité des performances de la filière ; une inadéquation entre les variétés majoritairement ensemencées et les préférences des consommateurs de la sous-région pour du niébé blanc à gros grains et correctement conservé (non percé par les bruches). L'amélioration des conditions de stockage du produit notamment grâce à la diffusion des sacs à triple fonds diminuant considérablement les pertes de grains, la diffusion de variétés appréciées par les consommateurs et l'élargissement de la gamme des produits transformés conservables en milieu urbain, sont de nature à réguler les flux et à permettre aux agents de cette filière de satisfaire l'augmentation de la demande.

Filière poisson

Dynamique amont (ressource)	Dynamique aval (marché)	Coordination/ régulation	Goulots d'étranglement	Actions
Raréfaction de la ressource halieutique (surpêche)	Forte pénétration des importations (milieu rural)	Production et circulation du poisson fortement réglementées mais application inégale des textes	Eloignement des sites de production et lieux de consommation (Centre, hauts bassins)	Analyse des échecs, maîtrise des techniques aquacoles (alevinage et grossissement)
Possibilité limitée d'expansion des plans d'eau	Forte demande mal satisfaite de poisson frais (Ouagadougou et villes des régions)	Faible respect des codes de conduite en matière de pêche responsable	Concurrence pour l'approvisionnement de l'aval en poisson frais (mareyeurs, transformatrices)	Financement de micro projets d'aquaculture
Possibilité d'augmenter la ressource par l'aquaculture mais faible performance du secteur	Forte segmentation du marché (frais / transformé, importé)	Peu d'efficacité réelle des organisations professionnelles		Bonnes pratiques de transformation (moins d'énergie, qualité)
	Niches de marché poisson fumé à l'export (Afrique de l'Ouest et poisson séché de qualité pour la diaspora en Europe)			

La production de poisson ne profite pas de l'augmentation de la consommation que le pays connaît. Elle est comblée par les importations dont le niveau annuel est actuellement deux fois plus élevé que celui de la production nationale⁸ alors que c'était l'inverse il y a une dizaine d'années. La filière domestique est bloquée par la raréfaction de la ressource halieutique due à des pratiques non durables. Cependant, le marché est très segmenté : le poisson importé est surtout destiné à la fabrication de sauces ou bien s'adresse à une population surtout rurale à faible pouvoir d'achat tandis que le poisson pêché sur les plans d'eau du pays est commercialisé surtout frais sur les marchés urbains auprès de populations à pouvoir d'achat élevé ou moyen. La demande insuffisamment satisfaite de poisson local a probablement eu un effet sur les prix puisque le prix de la carpe fraîche sur les marchés de détail de la capitale a dépassé celui de la viande fraîche de bœuf depuis 2006 et augmente plus vite que celui des autres sources de protéines locales. L'aquaculture peut apporter une solution pour un marché haut de gamme essentiellement urbain qu'elle peut permettre d'étendre mais certainement pas pour des produits bon marché. Une meilleure gestion de la ressource s'impose en parallèle à l'exploitation de créneaux de poissons séchés notamment de qualité à l'export.

⁷ Les exportations de niébé représentent actuellement plus de 50% de la production nationale.

⁸ Environ 20.000 t d'importations de poisson contre 10.000 t de production nationale.

Filière bétail-viande

Dynamique amont (ressource)	Dynamique aval (marché)	Coordination/ régulation	Goulots d'étranglement	Actions
Forte mortalité du bétail Difficultés d'approvisionnement en alimentation et eau	Potentiel d'extension du marché local dans la région Est (restauration, tourisme, zone de passage) Croissance de la demande sur le marché sous-régional (de plus en plus compétitif) Marché local exutoire des produits non exportés	Filière structurée avec des agents fortement spécialisés Caractère informel des activités même au niveau de la commercialisation Taxes et perceptions illégales sur les routes Réglementation sanitaire	Dégradation de la qualité du bétail en saison sèche Prix peu compétitif en période de surproduction Problème de qualité de la viande sur le marché national Problèmes de gestion des abattoirs Problèmes de disponibilité d'animaux à emboucher	Santé animale (prévention et traitement) Embouche pour améliorer la qualité des invendus Techniques de découpe de viande

Le marché extérieur de la filière bétail viande représente environ 30% de la production nationale. La filière a montré une formidable capacité d'adaptation et de dynamisme en remplaçant son principal marché en crise la côte d'Ivoire par de nouveaux débouchés (Nigéria, Ghana, Bénin...). Des progrès en santé animale et des efforts sur la qualité de la viande notamment par l'embouche permettraient à la filière de mieux valoriser ses produits sur les marchés aussi bien intérieurs qu'extérieurs.

Filière volaille

Dynamique amont (ressource)	Dynamique aval (marché)	Coordination/ régulation	Goulots d'étranglement	Actions
Mortalité très importante (poussins, adultes, pintade...)	Concurrence des importations Offre tournée vers le marché domestique Développement du marché urbain (Ouaga, restauration collective, fêtes) Perspective d'exportation dans marchés limitrophes (pintade Togo...)	Filière sans position de rente particulière Très peu d'organisation	Faible maîtrise des pathologies Faible couverture sanitaire du cheptel Mauvais état sanitaire et mauvaises conditions d'abattage de la volaille acheté par les restaurateurs / grilleurs / rôtisseurs	Santé animale (prévention et traitement) Développement de la filière pintade Vente groupée / plumage groupé pour développer un marché de volailles « prêts à cuire »

La majeure partie de la production commercialisée de volaille est destinée au marché intérieur, en particulier aux grands centres urbains du pays. La demande intérieure reste très soutenue car les produits de l'aviculture traditionnelle sont appréciés par la population et ils restent concurrentiels par rapport aux produits de l'aviculture moderne. La demande de viande de poulet est forte en raison de l'urbanisation croissante et de l'apparition de nouvelles habitudes de consommation, notamment la consommation de poulets hors-ménage, au niveau des restaurants et des maquis à grillades et rôtisseries. Ainsi, malgré l'épisode de grippe aviaire en 2006 qui a freiné la commercialisation et la consommation locale pendant plusieurs mois, on a ensuite constaté une forte reprise de la commercialisation sur les marchés intérieurs, les prix ayant même tendance à dépasser les niveaux d'avant-crise. Les flux de volaille vers l'extérieur (Niger, Mali...), ralentis par la crise ivoirienne depuis 2002 et la grippe aviaire depuis 2006, ont repris et sont certainement sous-estimés (moins de 5% de la production commercialisée). Le marché à l'exportation de la pintade serait insatisfait au Togo ; les possibilités d'exportation du poulet paraissent de nouveau importantes en Côte d'Ivoire... Des efforts en santé animale et dans le domaine des conditions d'abattage et l'appui au développement de la production de pintade sont de nature à accompagner le développement de cette filière.

Filière karité

Dynamique amont (ressource)	Dynamique aval (marché)	Coordination/ régulation	Goulots d'étranglement	Actions
Bon potentiel de production mais interrogation sur la capacité de renouvellement de la ressource à moyen terme (vieillesse des arbres) Opérations de régénération des arbres à karité	Marché surtout rural (beurre, savon) Demande locale en expansion mais offre inadaptée (qualité du produit, emballage) Perspectives pour produits transformés sur marchés urbains (MGV, cosmétiques, savons) Demande amandes à l'export en expansion (diversification des sources de MGV dans l'industrie) Perspectives liées au commerce bio-équitable	Forte concurrence dans la filière domestique Position dominante en aval de la filière export (3 compagnies d'export en Afrique de l'Ouest) Non respect des textes sur la protection de la ressource karité	Faible productivité du travail et pénibilité à différents stades	Capacités techniques, mécanisation (concassage, barattage...), impact sur la qualité Bonnes pratiques de ramassage et de traitement des noix Adapter la qualité du beurre aux différents marchés

Les marchés des différents produits de la filière karité sont porteurs : amandes à l'exportation sur le marché alimentaire, beurre et savon sur le marché national, beurre et amandes biologiques à l'exportation, produits cosmétiques sur les marchés intérieur et extérieur... Pour les petits groupements d'une zone frontalière comme la région Est, il existe aussi des marchés extérieurs de proximité dans la sous-région (beurre, savons, pommades). L'importance de la demande (nationale et internationale) augure de bonnes perspectives pour les acteurs de la filière karité, notamment ces organisations de productrices et transformatrices. Mais les petits groupements doivent améliorer la qualité de leurs produits (bonnes pratiques de ramassage et traitement des noix, séchage des amandes, petite mécanisation...) et leur connaissance des marchés et renforcer leur production pour pouvoir rivaliser notamment avec leurs principaux concurrents nationaux.

Filière gomme arabique

Dynamique amont (ressource)	Dynamique aval (marché)	Coordination/ régulation	Goulots d'étranglement	Actions
Faible productivité de la cueillette liée à l'accès difficile à la ressource (dispersion des arbres) Ressource mal exploitée - méconnaissance et mélange des variétés collectées	Méconnaissance des variétés demandées par le marché Position marginale du pays sur le marché mondial Marché en régression (qualité, substitution amidon...) Pas d'opérateurs exportateurs solidement installés dans le pays Perspectives liées au commerce labellisé	Position dominante des commerçants et de l'exportateur en aval Partie organisée de la filière minoritaire, beaucoup d'acteurs informels	Filière informelle et peu organisée Position dominante des acteurs aval - rapport de force en faveur du collecteur au détriment du cueilleur – même chose entre l'exportateur et le collecteur Position attentiste des acteurs par rapport au marché Problèmes de qualité	Formation des acteurs au tri et à la reconnaissance des qualités et variétés Contractualisation entre acteurs (points de collecte, informations prix et marchés, triage, normes de qualité...) Régénération naturelle assistée sur de petites superficies près des villages ou en associé avec du sorgho

Les exportations de gomme arabique burkinabé sont réduites⁹. Les exportations sont quasi inexistantes parce que la collecte n'est pas organisée et les agents sont incapables de fournir les quantités minimales pour pouvoir apparaître sur le marché international. La collecte n'assure pas sa fonction parce qu'elle n'est pas en mesure d'assurer des revenus suffisants aux cueilleurs et de préfinancer la cueillette. Les cueilleurs sans débouchés se désintéressent de cette ressource présente dans leur milieu naturel. Il faut d'emblée mettre en place un système qui permette d'organiser la cueillette et la collecte à une échelle suffisante pour disposer de quantités plus importantes et de proposer une gomme de qualité irréprochable, strictement triée et débarrassée des impuretés végétales, et des types de gomme moins convoitées par le marché, comme cela se fait au Soudan ou au Tchad. Cela relève plus de la construction d'une filière que de la mise en place d'actions pilotes.

Filière bois énergie

Dynamique amont (ressource)	Dynamique aval (marché)	Coordination/ régulation	Goulots d'étranglement	Actions
Surexploitation de la ressource	Demande en expansion (principale source énergétique en milieu rural) Forte demande urbaine pour le charbon Sorties de produits de la région (bois Bénin, charbon Ouaga)	Pas de position de rente dans la filière Réglementation des prélèvements, politique nationale environnementale Filière en voie d'organisation	Manque de matière première Beaucoup de micro-acteurs informels et très dispersés	Développement des plantations péri-urbaines Coordination des agents de la filière pour une gestion responsable de la ressource Marchés du bois sur plusieurs sites

Les combustibles ligneux (bois de chauffe et charbon de bois), qui constituent la principale source d'énergie des ménages burkinabé, représentent 85% du bilan énergétique national. Ils couvrent 97% des besoins énergétiques des ménages. Les marchés du bois et du charbon sont configurés autour de la demande urbaine et l'utilisation par l'artisanat agro-alimentaire. Les prélèvements étant supérieurs au volume de bois disponible, il existe des tensions entre l'offre et la demande en bois énergie. Les solutions aux difficultés de la filière résident à des degrés divers dans le développement des plantations, une gestion responsable de la ressource, le développement de marchés du bois et les gains de performance des techniques de carbonisation.

⁹ Une centaine de t de gomme maximum par an dont plus de la moitié sortirait par des filières informelles vers le Niger et le Mali.

VII. Discussion

Ce travail a permis de bien engager le processus de création de référentiel technico-économique sur ces filières à une échelle géographique / administrative où les données financières / économiques sont habituellement très parcellaires (très peu de données sur la plupart des filières régionales, pas de PIB régional, pas de comptes régionaux...). L'analyse économique ainsi que l'expression des contraintes par les acteurs ont permis de hiérarchiser l'importance des goulots d'étranglement de ces filières. Le travail réalisé a contribué à la définition d'actions pour mieux intégrer ces filières à leurs marchés (élaboration des plans d'actions, identification d'actions pilotes).

Dans la foulée de ces acquis, un travail de consolidation des données de base et de standardisation de l'analyse s'impose. Pour l'ensemble des filières, le travail s'est basé sur des données dont la fiabilité doit être améliorée. L'élaboration des comptes d'exploitation, faite principalement à partir d'entretiens avec des membres des noyaux filières, pas forcément toujours très représentatifs et sollicités sur un délai très court, est à poursuivre en valorisant plus de données disponibles, en réalisant un certain nombre d'enquêtes complémentaires et surtout en mettant en œuvre dans les régions un dispositif de collecte régulière des informations nécessaires pour actualiser les analyses.

Sur le plan institutionnel, rétrospectivement le choix initial des filières prioritaires peut paraître contestable, il a été plus dicté par la volonté de satisfaire chaque direction sectorielle (agriculture, ressources animales, environnement) que par le potentiel pressenti de marché. Ainsi la filière riz n'a pas été choisie à l'avantage de la filière karité. L'absence de hiérarchisation claire des filières à privilégier par la politique agricole nationale a contribué à cela.

Cependant, au delà de ces limites sur des points de méthode, l'approche a soulevé plusieurs questions que nous allons discuter. Il est utile de tirer des leçons sur l'adéquation entre la méthode et les objectifs poursuivis afin de contribuer à l'amélioration des processus de décision décentralisée.

La région est-elle le meilleur espace d'intervention pour le développement des filières ? Les actions d'appui à la filière peuvent échapper à l'espace régional. La dynamique aval peut se situer hors région et suppose de repasser à un niveau d'intervention plus global.

L'idée sous-jacente à l'approche adoptée, et qui est le contre-point de celle de la création de valeur économique à l'extérieur de la région à partir d'une ressource ou d'une production régionale, est de capter la valeur ajoutée au niveau de la région ciblée en exploitant au mieux les opportunités de marché, notamment extérieures à la région. Par exemple, développer l'aquaculture pour approvisionner la capitale forte consommatrice de poisson frais, répondre dans la région Est aux demandes sous-régionales de niébé ou de bétail viande, améliorer la qualité des amandes de karité de l'Est ou de la gomme arabique du Sahel pour mieux se positionner sur le marché international.

A partir de là, il peut exister une antinomie entre le concept de filière dont la dynamique repose sur des mises en relation entre, d'une part, des espaces différenciés dont plusieurs sont extérieurs à la région et, d'autre part, des niveaux d'analyse et d'action qui se situent principalement au niveau d'un espace régional. Ainsi, comment peut-on agir sur ces filières ? Par exemple quelle est la marge de manœuvre de décisions à l'échelle régionale pouvant influencer la dynamique de la filière karité quand la production régionale représente moins de 10% de la production nationale et quand les principaux acteurs du marché se trouvent hors région (exportateurs) ? La marge de manœuvre sur un univers exogène donné (hors région) sera d'autant plus faible que le poids de la ou des filières régionales est faible dans la filière nationale ou que la filière est pilotée par l'aval. Pour influencer la dynamique de la filière, cela suppose de repasser à un niveau d'intervention plus global.

La filière est-elle le cadre/outil le plus adapté pour définir les interventions ayant un impact économique ? Une partie des actions doit porter sur l'environnement de la filière et renvoie à d'autres outils que l'analyse de filière et à d'autres réponses que l'appui à la filière.

Le cadre d'intervention qui a été choisi est celui de la filière, concept qui se réfère aux différentes formes que prennent les interactions entre les agents (producteurs compris) dans l'élaboration d'un produit en fonction d'une division sociale du travail (spécialisation fonctionnelle, interdépendance technique, modes de coordination). L'appui aux filières au sein du PADAB II est complémentaire aux mesures mises en œuvre dans les autres volets et composantes du programme (appui au secteur privé, aux institutions et aux acteurs de la micro-finance). Mais leur succès est aussi dépendant de l'amélioration de manière générale de l'environnement institutionnel et économique des acteurs agissant dans les filières et renvoie à des conditionnalités de portée régionale, nationale ou internationale, qui dépassent le cadre structurel de la filière. Il convient donc de bien distinguer ce qui relève d'une analyse de filière (compréhension des flux d'amont en aval et contraintes associées) et ce qui relève de l'insertion d'une filière dans son environnement et plus particulièrement dans son articulation avec les ressources qu'elle valorise. Quelques exemples peuvent illustrer le propos.

Si on prend l'exemple de la filière bétail viande, un certain nombre d'actions pilotes ont été définies pour la région Est, pour la région Sahel ou pour l'ensemble des deux régions (santé animale, embouche, découpe de la viande). Ces actions seront d'autant plus efficaces que des avancées significatives seront obtenues en parallèle dans d'autres domaines: organisation de la filière, sécurisation foncière, accès aux ressources alimentaires (pâturages) et aux sources d'abreuvement (eau),

réglementation de la transhumance dans les pays riverains, investissements collectifs... qui renvoient aux politiques d'élevage (place de l'élevage pastoral, gestion des terroirs...) mais aussi aux arrangements institutionnels entre pays. Les principaux goulots d'étranglement que constituent l'accès aux ressources naturelles pour le bétail n'appellent pas une réponse de type appui filière.

Autre exemple, le vieillissement des karités pèse sur le devenir de la filière mais une action de rajeunissement ne découle pas d'une analyse de filière, la question du vieillissement se poserait même si le karité était totalement autoconsommé c'est-à-dire s'il n'existait pas de marché et donc pas de filière. Les contraintes qui déterminent ce processus dépassent largement là aussi la seule question des modalités de valorisation de la ressource mais relèvent bien de questions foncières, de droits d'usage... Ces questions sont à traiter avec d'autres outils que l'analyse de filière, elles ne renvoient pas *a priori* à la coordination entre acteurs à moins que l'on instaure une taxe pour replanter les karités ou que l'on mette en place un système de traçabilité pour un label de production de karité durable.

La filière est donc certainement un bon cadre d'intervention mais il n'est pas le seul. Il y a bien plusieurs outils disponibles parmi lesquels il faut choisir selon le point d'entrée privilégié dans la question traitée (analyse de filière, étude des systèmes de production, analyse des systèmes d'activités des ménages, approche macro-économique...). Il y a une tendance à vouloir demander plus à l'analyse de filière que ce qu'elle peut permettre, d'où la définition restrictive donnée à l'action pilote¹⁰. Par exemple, nous n'avons pas considéré d'actions pilotes visant l'amélioration des techniques culturales pour la production de niébé (intensification, diffusion de la culture pure...). Outre le fait que la culture pure n'est pas forcément plus intéressante pour le producteur, nous avons considéré que notre outil n'était pas du tout adapté à argumenter ce type de recommandation pourtant plébiscitée par les acteurs.

Exploiter les synergies entre filières au sein d'une région et entre régions pour une même filière (taille critique pour que les décisions régionales concertées pèsent sur la filière nationale). Valoriser les complémentarités entre les impacts économiques, environnementaux et sociaux.

Même si l'analyse de filière n'est pas l'outil ou le cadre idéal pour étudier les complémentarités entre filières pouvant générer du développement puisqu'elle suit une logique produit, le fait d'avoir travaillé simultanément sur plusieurs filières permet d'identifier des synergies fonctionnelles potentielles entre filières au niveau d'une région : par exemple entre la filière niébé ou d'autres filières à l'origine de SPAI (sous-produits agro-industriels) et les filières bétail viande et poisson (aquaculture) via l'alimentation animale (fanés de niébé, autres résidus de récolte), entre la filière bois et poisson aussi via la fabrication des pirogues et des enclos pour l'aquaculture (les pêcheurs au Sahel sont obligés de faire venir le bois de très loin à un prix élevé), entre les filières gomme arabique et élevage... L'analyse de filière permet aussi d'étudier les complémentarités entre impacts économiques, environnementaux et sociaux : par exemple réduction de l'utilisation de bois-énergie et amélioration des performances pour la transformation des produits dans les filières poisson, volaille et karité ; opportunités économiques pour les femmes dans les filières niébé et karité. L'ensemble de ces synergies et complémentarités sont à prendre en compte pour la cohérence des interventions locales.

VIII. CONCLUSION

Des questions restent à creuser et des thématiques à approfondir qui renvoient souvent au temps de la recherche ou de l'évolution des institutions ; temps beaucoup plus long que celui de l'analyse à partir des données existantes et de la recommandation d'actions à impact rapide qui nous ont préoccupé dans ce travail. On peut citer comme exemples parmi les thèmes restant à approfondir : l'analyse des arrangements institutionnels pour faciliter la circulation des animaux conformément aux dispositions réglementaires en vigueur au niveau régional, les alternatives à trouver au tourteau de coton pour l'alimentation animale à partir d'autres filières oléagineuses, l'analyse des potentialités de production de gomme arabique de différentes qualités et des possibilités de pérennisation de leur écoulement, l'analyse des pratiques de rémunération de la qualité du niébé le long des filières, la caractérisation de la demande en milieux urbain et rural de plusieurs produits...

Malgré ses limites, ce travail a produit des connaissances solides sur des filières régionales pour lesquelles le niveau d'information était très faible et a permis le démarrage d'actions reproductibles pour mieux intégrer les filières régionales aux marchés ruraux et urbains, intérieurs et extérieurs. La base de décision des acteurs du développement sera d'autant plus large que plus de filières seront introduites dans l'analyse. L'analyse a montré l'importance des activités de transformation, au-delà du secteur primaire, pour la création de valeur économique et donc la réduction de la pauvreté dans les régions pour la plupart des filières. Les résultats en matière de référentiel technico-économiques doivent être internalisés par les acteurs et structures nationales et locales pour être appropriés et affinés. Pour améliorer les processus concertés de décision décentralisée, cette base de données doit aussi être dynamisée par la mise en place de dispositifs de suivi des filières et des marchés à l'échelle régionale.

¹⁰ Que nous avons cependant élargie à la demande des responsables du programme à des recommandations d'amélioration de l'offre primaire ne relevant pas de la stricte analyse de filière.

Ce travail a permis également de montrer que le cadre analytique de la filière est très utile aux stratégies de développement territorial mais que, d'une part, certaines actions sur la filière échappent à l'espace régional et que, d'autre part, toutes les interventions ne peuvent pas être issues de l'utilisation du seul outil analyse de filière. Il milite enfin pour une flexibilité du processus qui doit faire interagir séquentiellement les analyses, les décisions et les actions publiques et privées.

Le développement des marchés n'est pas un processus spontané et se pose pour l'agriculture africaine la question aiguë de l'articulation entre une économie de subsistance et informelle et une économie marchande et formelle... Les petits opérateurs locaux ont peu de moyens d'investissement pour améliorer leur productivité et finalement les intervenants qui ont suffisamment de marges de manœuvre pour s'adapter aux caractéristiques et aux évolutions des marchés sont peu nombreux. La conception des actions d'appui à la mise en marché des produits agricoles, profondément caractérisés par le risque et l'incertitude, doit prendre en compte la spécificité des marchés agricoles : dispersion des productions, produits volumineux et coûts de transport élevés, périssabilité et saisonnalité des produits, variabilité de la qualité... Force est de constater que la libéralisation économique n'a pas permis de répondre aux asymétries structurelles de l'agriculture par rapport aux marchés (dispersion, enclavement, saisonnalité, risque). Il est plus que jamais nécessaire de rénover les stratégies globales pour accompagner l'intégration des agricultures au marché.

BIBLIOGRAPHIE

- Banaon N., Dieye P.N., 2009. Etude d'appui à la définition de stratégies de développement des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques dans les régions d'intervention du PADAB II "Goulots d'étranglement et actions pilotes, Rapport final filière Volaille, Juin, 47p.
- Bertrand A., Ousmane A., 2010. Intégration au marché, goulots d'étranglement, actions pilotes et proposition de projet, Région Sahel, PADAB II, Rapport, Février, 66p.
- Bienabe E., Coronel C., Le Coq J.-F., Liagre L. / IRAM., 2004. Linking small holder farmers to markets: Lessons learned from literature review and analytical review of selected projects, World Bank, Final Draft, March, 82p.
- Coulibaly N.D., Dabat M.-H., 2009. Etude d'appui à la définition de stratégies de développement des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques dans les régions d'intervention du PADAB II "Goulots d'étranglement et actions pilotes, Rapport final filière Poisson, Juin, 129p.
- Dieye P.N., Banaon N., Vialles L., 2009. Etude d'appui à la définition de stratégies de développement des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques dans les régions d'intervention du PADAB II "Goulots d'étranglement et actions pilotes, Rapport final filière Bétail viande, Juin, 56p.
- Dorward A., Kydd J., Poulton C., 2008. Traditional Domestic markets and Marketing Systems for Agricultural products, Background Paper for the World Development Report, November, 43p.
- Doulaye D., Ferré T., Gautier D., Vialles L., Dabat M.-H., 2009. Etude d'appui à la définition de stratégies de développement des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques dans les régions d'intervention du PADAB II Goulots d'étranglement et actions pilotes, Rapport final filière Karité, Juin, 54p.
- Fabre P., Bonnet P., Despréaux D., Freud C., Lassoudière A., Raoult-Wack A.-L., 1997. Le concept de filière : un outil pour la recherche, CIRAD Notes et Documents, 28p.
- Gautier D., Ouedraogo G.G., Badini Z., 2009. Etude d'appui à la définition de stratégies de développement des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques dans les régions d'intervention du PADAB II "Goulots d'étranglement et actions pilotes, Rapport final filière Gomme arabique, Juin, 39p.
- Gautier D., Ouedraogo G.G., Badini Z., Dabat M.-H., 2009. Etude d'appui à la définition de stratégies de développement des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques dans les régions d'intervention du PADAB II "Goulots d'étranglement et actions pilotes, Rapport final filière Bois énergie, Juin, 57p.
- Kaboré B., Badji G., Ouattara B., 2005. Evaluation de la contribution socio-économique de la pêche au PIB et au développement rural, FAO, Programme pour des moyens d'existence durables dans la pêche, Projet Pilote 1, Janvier, 60p.
- Lançon F., Drabo I., Dabat M.-H., 2009. Etude d'appui à la définition de stratégies de développement des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques dans les régions d'intervention du PADAB II Goulots d'étranglement et actions pilotes, Rapport final filière Niébé, Juin, 101p.
- Lothoré A., Delmas P., 2009 (document collectif présenté par) / Inter-réseaux Développement rural, Accès au marché et commercialisation de produits agricoles Valorisation d'initiatives de producteurs, 178p.
- Sturgeon T.J., 2001. How Do We Define Value Chains and Production Networks, IDS Bulletin, Vol 32, N°3, April 11p.
- Temple L., Lançon F., Montaine E., Soufflet J.F. 2009. Introduction aux concepts et méthodes d'analyse de filières agricoles et agro-industrielles. *Economies et sociétés. Série Systèmes agroalimentaires* (31) : 1803-1812.